



UN PREMIER PAS: LA CONFEDERATION

On a beaucoup parlé ces temps derniers d'un « plan secret » allemand de confédération européenne. L'auteur de ce plan serait le diplomate Klaus Bloemer. L'indiscrétion est du journaliste français Kleber, rédacteur de « Paris Match ».

M. Bloemer, conseiller de politique étrangère du ministre Strauss, aurait conçu une « confédération » qui devrait intéresser en premier lieu les pays d'Europe occidentale et par la suite les pays d'Europe orientale à l'exclusion de l'URSS, que M. Bloemer considère comme un pays « euro-asiatique ».

Le plan commencerait par l'union politique franco-allemande à laquelle devraient adhérer dès le début les autres pays du Marché Commun: le tout à réaliser avant 1989. Un porte-parole du gouvernement de Bonn a dit du plan de Bloemer qu'il était « fantaisiste et non réaliste ». Sans approfondir les détails du plan secret allemand, nous dirons qu'à première vue, nous n'y découvrons rien de fantaisiste, de non réaliste, ni surtout de « secret ».

Bien plus précis et clairs à ce propos ont été tous les discours et appels à l'union faits par un autre Allemand, un peu plus célèbre que M. Bloemer. Il s'agit du grand Chancelier Konrad Adenauer, qui ne croyait nullement impossible l'adhésion des pays de derrière le rideau de fer à l'Europe des Six, (évidemment après les indispensables négociations, discussions, amendements et renoncements de chacun) adhésion à laquelle il fallait parvenir non pas dans vingt ans, mais « le plus tôt possible ». C'est ce qu'il déclara en février 1967 à Madrid et à Paris.

Les pays de l'Est cédés par Winston Churchill aux Soviets le 9 octobre 1944 à Moscou, sont beaucoup plus européens que l'Angleterre et leur place est dans le cadre du continent et du monde occidental avec lequel ils veulent établir des rapports dans tous les domaines, de l'économique au culturel.

Il est clair qu'au moins dans un premier moment, tous les Etats d'Europe devront conserver leurs caractères nationaux. Une entreprise de cette envergure n'est pas facile à réaliser. Ce qui importe aujourd'hui c'est que si dans ces pays de l'Europe des Six on a atteint un certain équilibre social et économique, dans l'Europe orientale tous désirent des réformes sociales et le respect de la liberté, des droits de l'homme et des justes aspirations nationales. En outre, il faut tenir compte du fait que les pays de l'Europe orientale ne sont pas communistes et n'ont pas voulu la Russie et le marxisme chez eux. Ce sont les Occidentaux qui les leur ont imposés.

Les pays de l'Europe de l'Est ont clairement conscience qu'ils appartiennent à notre vieux continent et ils veulent reprendre leur place dans le monde, c'est-à-dire en Europe.

Aujourd'hui, pour refaire l'Europe, l'Europe de 414.000.000 habitants, de Brest à Bucarest, il faut un vigoureux réalisme politique et beaucoup de bonne volonté de toutes parts. Exclue la Russie pays « asiatique », (et non pas « euro-asiatique » comme le dit Bloemer), cette union est possible. Et pas en 1989. Mais bien avant, même en 1969. La Suisse est l'institution-pilote, et elle fonctionne depuis des siècles!

LA ROUMANIE RETOURNE DANS LA VIEILLE EUROPE

La visite du Président du Conseil M.J.G. Maurer et du Ministre des Affaires Etrangères M. C. Manescu à Rome et au Vatican

La recherche des moyens et des fins d'une oeuvre de détente internationale dans le respect des positions des divers Etats (institutions politiques et constitutionnelles et alliances): tel a été le thème sur lequel a insisté le Président du Conseil M. Aldo Moro, au cours de ses entretiens avec le Premier Ministre roumain. M. Ion Gheorghe Maurer. Aux entretiens ont participé le deux ministres des affaires étrangères MM. Manescu et Amintore Fanfani qui avaient déjà posé les bases des récents entretiens quand M.C. Manescu vint à Rome en septembre 1966 et quand M. Amintore Fanfani lui rendit sa visite à Bucarest en août 1967.

La « romanité » qui lie les deux peuples

Dans son discours de bienvenue M. Moro releva d'abord l'importance de la « romanité » qui rapproche tellement les deux peuples et des communes traditions culturelles (sur lesquelles insista également M. Maurer quand il évoqua les origines millénaires des deux peuples). Puis le Président du Conseil italien énonça comme suit le deux directives principales de sa politique:

1) « L'Italie, dans le respect de ses engagements internationaux recherche une intensification constructive de ses rapports avec les Pays d'Europe orientale, condition nécessaire d'un processus de détente porteur de paix et de bien-être pour tous les peuples ».

2) « L'Italie considère avec confiance et apprécie la contribution que la Roumanie apportera encore à cette politique de compréhension, d'harmonie et de paix qui correspond aux plus profondes aspirations de l'humanité ».

Ces mêmes idées ont été confirmées par M. Moro dans l'allocution de bienvenue aux hôtes roumains à la fin du repas offert en leur honneur à la Villa Madama; ayant en effet rappelé la contribution italienne à la collaboration européenne, à la recherche d'un désarmement général équilibré et au soutien de l'activité de l'ONU, M. Moro a dit que cet-

te ligne d'action tend « à la recherche de solutions équitables pour les grands problèmes qui divisent encore le monde ». C'est une oeuvre commune à laquelle — a dit le Président italien — « l'Italie estime que ne dresse pas d'obstacle la fidélité à ses propres alliances et à ses propres convictions idéologiques respectées par les deux parties »; et il a continué: « L'Italie se félicite du dialogue ouvert et qui — dans ces claires limites — s'est développé en Roumanie et souligne les fruits déjà récoltés et les possibilités ultérieures qui existent sur le terrain concret de la collaboration italo-roumaine dans tous les secteurs; et je pense que le fécond développement que nous entendons imprimer aux rapports entre l'Italie et la Roumanie puisse constituer justement l'un des facteurs les plus convaincants de la validité de cette politique et j'espère qu'elle alimentera les espoirs de tous ceux qui croient en un destin européen commun selon les principes de liberté et de justice sociale.

M. Maurer expose la position de Bucarest

De façon analogue a été exposée la position roumaine du Premier Ministre M. Maurer, bien qu'il ait évidemment posé l'accent sur quelques directives propres au gouvernement de Bucarest. Répondant au toast de M. Moro, il a dit « La Roumanie prend à coeur la sécurité et le développement de l'Europe ». Et l'une et l'autre, à son avis « peuvent être réalisées grâce à des efforts systématiques et continus, par la normalisation et l'intensification patiente, prudente et persévérante des rapports entre tous les Etats européens ». M. Maurer a aussi fait allusion au problème discuté à Genève sans insister sur la confirmation de l'attitude roumaine (qui est partiellement différente de l'attitude prévalente), mais en renouvelant le souhait d'un accord susceptible de sauver l'humanité d'une catastrophe autrement inévitable.

Le Président du Conseil roumain a exprimé sa vive appréciation pour les « résultats remarquables » obtenus par l'économie ita-

La rencontre
et l'échange
des dons
entre
le Saint Père
Paul VI
et le Premier
Ministre
J. G. Maurer



lienne et souligné le « vigoureux dynamisme des deux économies », mais aussi « la gamme de leurs différenciations » qui rend possible une intensification des rapports actuels. M. Maurer a souligné également « les bonnes relations de coexistence sur le plan gouvernemental ». Sa visite — a-t-il dit — veut être une « nouvelle manifestation utile » de la commune volonté d'agir pour la « consolidation de l'amitié » italo-roumaine et pour « améliorer le climat de la paix et de la compréhension entre les Etats d'Europe et dans le monde entier ».

On pouvait donc approfondir un échange de vues des plus sincères sur un terrain commun. Après un premier exposé des arguments, pendant la rencontre dans le cabinet du Président italien du Conseil M. Aldo Moro, au Palais Chigi, en présence de MM. Manescu et Fanfani, on est passé à un débat plus approfondi. Disons, en passant, qu'entre les deux rencontres, les hôtes roumains avaient été reçus au Palais du Quirinal par le Président de la République qui, après avoir eu avec eux un entretien qualifié « particuliè-

rement cordial », les avait invités à un déjeuner officiel dans la Salle du Belvedere avec les autres membres du gouvernement italien.

Points de vue opposés à propos du Vietnam

A propos du Vietnam, les Roumains ont insisté sur la nécessité, pour les Etats-Unis, de cesser les bombardements. Le gouvernement de Bucarest considère cette mesure comme la prémisses indispensable de toute négociation. La position italienne est autre et se formule « dans une évaluation objective et déferente des tâches incombant aux Etats-Unis ». L'Italie exerce une action de sollicitation et de persuasion, convaincue que la fin du conflit au Vietnam soit un grand pas en avant sur la voie de la détente et donc de la paix. Pour conclure, M. Moro a souhaité que des espoirs actuels de négociation on en vienne à de véritables négociations susceptibles de ramener la paix dans le Sud-est asiatique.

Les problèmes bilatéraux

Quant aux problèmes bilatéraux, une fois posé que « entre la Roumanie et l'Italie il n'y a pas de problèmes à résoudre, mais seulement des questions concernant le développement des rapports », on a souligné complaisamment le progrès des échanges commerciaux et l'on a pris acte de l'accroissement des perspectives ouvertes par « l'accord de coopération technique et économique de 1965. On a examiné les possibilités d'accords pour la navigation maritime et les trafics aériens; on a approfondi également l'examen des perspectives de coopération entre les entreprises roumaines et italiennes, en tenant compte des engagements particulier dérivant de l'appartenance à deux zones économiques distinctes.

Il faut remarquer que les rapports bilatéraux se déroulent dans le cadre d'une convention consulaire (la première stipulée par la Roumanie avec un gouvernement européen occidental), d'un accord culturel, d'une entente pour le fonctionnement de bureaux touristiques à Rome et Bucarest, d'une entente de coopération cinématographique.

Ces problèmes, dans un avenir prochain, deviendront d'un intérêt encore plus vif,

étant donnée l'actuelle fonction internationale de M. Manescu, Président de l'Assemblée internationale de l'ONU. Il ne faut pas oublier non plus l'intérêt que leur confère la position de la Roumanie dans le cadre du Pacte de Varsovie et du Comecon: position que l'on peut définir « séparatiste ». On en a eu des preuves concrètes dans le refus de Bucarest d'accepter la ligne tracée par les Soviétiques et les Etats communistes à propos de la crise du Moyen Orient (les Roumains ne se sont pas associés à la « condamnation » d'Israël et au soutien des thèses arabes), dans l'absence du PC roumain à la conférence intercommuniste de Karlovy Vary, dans la reprise des contacts avec Bonn (au mépris du « veto » posé par Walter Ulbricht), dans la ligne d'« équidistance » à propos du différend sino-soviétique. Le gouvernement de Bucarest poursuit un programme d'ententes bilatérales dont le résultat devrait amener une entente globale: c'est une thèse discutable, qui implique en tout cas l'accentuation de la position autonomiste de la politique roumaine. Cette constatation a donné intérêt et chaleur aux entretiens romains de MM. Maurer et Manescu.

Le communiqué

Les résultats des entretiens italo-roumains ont été amplement résumés dans un communiqué qui met l'accent sur les principaux problèmes internationaux du moment et sur les perspectives favorables de développement des rapports entre les deux Pays.

« Les parties ont convenu — dit entre autre le communiqué — de la nécessité de s'employer avec une ardeur de plus en plus grande à la consolidation de la paix et de la détente internationale et dans ce cadre ont souligné l'importance du développement de relations harmoniques entre les Etats, indépendamment de leur structure sociale.

Afin de consolider la sécurité dans le monde, les deux parties attachent une grande importance à l'adoption de mesures capables de faire réaliser des progrès substantiels sur la voie d'un désarmement général complet et sous un contrôle international efficace. Elles confirment qu'un pas important vers la réalisation de cet objectif peut être la conclusion d'un traité de non prolifération des armes nucléaires ».

« Les parties ont souligné que la consolidation d'un climat de sécurité et de coopération sur le continent européen correspondrait aussi bien aux intérêts fondamentaux des peuples européens qu'à ceux de la paix dans le monde. On a exprimé en outre un avis concorde sur le fait qu'il faut étudier avec soin les initiatives projetées en la matière et l'on a souligné qu'il est important de continuer à stimuler les actuelles tendances de développement des relations bilatérales entre les Etats du continent européen sur la base des principes de la Charte de l'ONU et en particulier de ceux qui regardent l'indépendance et la souveraineté nationales, l'égalité des droits et la non interférence dans les questions intérieures. Le processus d'intensification de ces relations, qui a démontré son caractère positif, constitue une prémisses importante en vue de créer les conditions favorables au développement de la collaboration pour la consolidation de la sécurité en Europe ».

L'AUDIENCE DE SA SAINTETÉ PAUL VI

Le Premier Ministre de la République de Roumanie M. Ion Gheorghe Maurer a été reçu en audience par S.S. Paul VI. Vingt ans après la dénonciation du Concordat de 1927, entre Bucarest et le Vatican, des années qui ont été des plus dures pour trois millions de catholiques roumains, cette rencontre est le premier contact officiel entre la Roumanie et le Saint-Siège. On savait que Bucarest désirait ce rapprochement. Le Vatican, de son côté, semblait estimer que le moment était venu de préparer la solution du « problème roumain ». Aussi, à la fin de novembre, le cardinal Koenig quitta Vienne avec des instructions précises de Rome pour aller rencontrer, en Roumanie, quelques personnalités catholiques.

La mission du Cardinal Koenig qui, ces dernières années, a traité au nom du Vatican bonne partie des questions de l'Est européen, a fourni évidemment au Saint-Siège d'autres éléments et d'autres résultats. Et l'on en est arrivé à la rencontre entre le Souverain Pontife et les dirigeants politiques roumains. Le Pape était entouré du Secrétaire du Conseil pour les Affaires Publiques de l'Eglise Mgr. Casaroli et du Secrétaire de la Congrégation pour les Eglises orientales, Mgr. Brini; le Premier Ministre Maurer était accompagné du Ministre des Affaires Etrangères M. Manescu et de M. Butica, ambassadeur à Rome. Le communiqué diffusé par le Vatican sur la rencontre déclare « qu'à eu lieu un échange de vues sur les moyens aptes à établir une meilleure entente entre les peuples et les nations sur les problèmes qui concernent le maintien de la paix dans le monde et la résolution des conflits au sein de la communauté humaine, dans le renoncement à l'usage de la force et dans un engagement de confiance réciproque et de respect mutuel ».

Le Saint-Père a entretenu son hôte sur la situation actuelle de l'Eglise Catholique en Roumanie, en exprimant à plusieurs reprises des sentiments de grande affection et de particulière estime pour le noble peuple roumain.

Le communiqué du Saint-Siège à propos de l'audience souligne « l'atmosphère de cordiale déférence » de l'entretien; la visite a été « privée », des sources officielles ont fait savoir qu'il s'agit du début d'un colloque qui sera poursuivi en temps et lieux opportuns. Probablement l'on tend à établir un « modus vivendi » comme celui de Belgrade. En Rou-

manie, comme en Yougoslavie, les Catholiques sont en minorité, 15% de la population, divisée en deux communautés, une de rite latin, l'autre de rite oriental. Mais la communauté orientale a été pratiquement liquidée par le régime: un décret de 1948 la fit considérer comme « non existante » malgré son million et demi de fidèles. C'est l'aspect le plus brûlant du « problème roumain », avec neuf Princes de l'Eglise assassinés en prison sous la criminelle dictature d'Anna Pauker.

Le Pape a appelé près de lui, pour la rencontre avec Maurer le Secrétaire de la Congrégation pour les Eglises orientales, Mgr. Brini.

Il est difficile, même après la mission Koenig, d'avoir quelques données précises sur la situation actuelle de l'Eglise catholique en Roumanie. Les informations connues sont vieilles: on sait que des dix diocèses existants avant 1948 il n'en reste que deux. On sait que les prêtres étaient plus de trois mille, les églises environ 4.000 et les paroisses 2.500, et que l'offensive du régime a créé de large vides. Il n'est rien resté des églises catholiques et des journaux catholiques. Des témoins dignes de foi disent pourtant que, malgré tout, les cérémonies religieuses sont plus fréquentées par les fidèles que dans beaucoup d'églises catholiques occidentales. L'instruction religieuse est tolérée à l'intérieur des églises, le dimanche après-midi. Certains prêtres ont tenté de sauver ce qui pouvait l'être, et ont consenti à renoncer aux écoles, aux journaux, aux « oeuvres » pour pouvoir tout au moins continuer à remplir leur mission dans l'église.

Le Vatican demande maintenant la liberté de rouvrir la Nonciature Apostolique abandonnée en 1950 par Mgr. O'Hara, américain nommé Nonce à Bucarest par Pie XII à une époque où les stalinistes voyaient partout des « espions américains » et qui fut expulsé par les communistes. Aujourd'hui le seul souci est le soin des âmes d'où la demande immédiate de nommer de nouveaux évêques et de réorganiser les diocèses.

M. Maurer a fait don au Saint-Père d'une icône roumaine du XVIIIe s., représentant la Sainte Trinité et de disques du musicien Enescu. S.S. Paul VI a donné à son hôte une rare édition de 1763 de l'oeuvre de Virgile. M. Maurer a également rencontré le cardinal Cicognani.

La sage politique de Tito

POUR UNE "BALKANIE"

Tito peut aider l'Europe en se rapprochant des autres pays balkaniques ★ Les choix autonomes du chef de gouvernement ★ Collectivisation limitée et système d'économie mixte ★ Une entente possible avec les gouvernements dictatoriaux pour éliminer les tensions aux Balkans.

Le plus important des pays de la « Balkanie », par l'extension et la population est la Fédération Yougo-slave, autrement dit des Etats slaves du Sud. Pour une superficie de 255.000 km.², elle comptait en 1965 19 millions et demi d'habitants, devenus actuellement 20 millions, le taux d'accroissement étant de 13,5%.

A la tête de cet état fédératif se trouve le croate Tito qui, par ses choix autonomes dès 1948 et avec la collectivisation limitée des terres, a démontré sa sagesse.

D'un pays agricole ruiné par la seconde guerre mondiale, qui avait subi des pertes humaines de l'ordre du 10%, soit environ 1,5 millions d'hommes, Tito est parvenu, avec un taux d'accroissement qui est un des plus élevés d'Europe, de l'ordre de 8% par an, à faire l'un des pays les plus industrialisés de la « Balkanie » et peut-être de l'Europe orientale, si bien qu'aujourd'hui on peut le considérer comme à la fois agricole et industriel, puisqu'en 1964 le revenu national a été fourni pour les 21,7% par l'agriculture, pour les 55,3% par l'industrie et pour 23% par les autres activités.

L'original système d'économie planifiée

L'original système d'économie mixte planifiée, mais avec de vastes pouvoirs d'auto-gestion, a mis en relief les qualités et les défauts de deux autres systèmes économiques à savoir l'économie socialiste planifiée et l'économie libérale de marché.

Produire à des prix « économiques » et non « politiques » a permis l'accroissement des rapports avec l'étranger en termes d'économie de marché qui caractérise aujourd'hui le commerce mondial, auquel la Fédération Yougo-slave était fortement intéressée aussi en raison du grand développement qu'elle a su depuis longtemps donner à l'industrie touristique avec la valorisation de ses magnifiques côtes dalmates.

Déjà, en 1965, pour une meilleure adaptation de son économie à ces exigences, les réformes mises en oeuvre plaçaient pratiquement les entreprises d'Etat yougo-slaves en régime de concurrence non seulement internationale, mais encore nationale, en stimulant grâce à celle-ci l'initiative privée.

Une lacune : absence d'études de Marketing

Ces réformes ont donné d'excellents résultats dans le cadre de l'agriculture, tandis que les industries, un peu prises au dépourvu et encore habituées à un régime prohibitionniste, se sont trouvées handicapées du fait qu'elle n'étaient pas aidées de façon adéquate par ces études de marketing qui sont d'une si grande utilité pour les industries occidentales, si bien qu'il en est résulté une crise intérieure qui a favorisé notamment la formation de deux courants politiques, l'un de retour aux méthodes totalitaristes de planification et d'économie socialiste, de type stalinien, soutenu par les slavophiles guidés par le phare lumineux de Moscou, et l'autre, libéral, soutenu par les diplomates et le Ministère des affaires étrangères, ouvertement pro-occidentaux: cet Occident duquel il faut obtenir aide et financements, et dont il faut adopter le système qui l'a amené à un degré si élevé de productivité.

La Fédération yougo-slave va-t-elle régresser?

Voilà donc que se profile un grave danger: celui de voir la Fédération yougo-slave faire marche arrière au lieu d'aller de l'avant comme elle a fait jusqu'à présent, perdant du coup 20 ans d'expériences et d'utiles transformations du système communiste, aujourd'hui en crise dans tous les pays et en quête de nouvelles formules, et se rattachant de nouveau à tous les pays socialis-

tes placés sous la tutelle exploitatrice de Moscou.

A la suite de quoi, même la courageuse prise de position roumaine pour son autonomie venait à se trouver en mauvaise posture et pouvait être écrasée entre le colosse russe et les autres Pays où la Russie est encore la plus forte, comme la Bulgarie, la Pologne et la Hongrie, voisins de la Roumanie, et la nouvelle Yougo-Slavie.

Par bonheur, Tito, après avoir gardé la réserve pendant un an, a fini par se prononcer. Son choix a été pro-occident avec une prise de position qui est l'affirmation que la réforme est l'unique alternative comme il résulte des déclarations faites à la télévision en fin d'année 1967.

Il a clairement soutenu la nécessité de la réforme et souligné que « dans son application ni hésitations ni variations ne seront permises ».

Tito choisit l'Occident

Finalement, Tito a choisi et il a choisi l'Occident, démontrant une fois de plus sa sagesse, son sentiment de l'Europe et une conscience qui ne pouvait être qu'euro-péenne puisque son origine croate le met à l'abri de toute contamination russophile ou asiatique.

L'euro-péisme de Tito, on peut le retrouver jusque dans la structure qu'il a su donner à l'Etat. En effet, la forme fédérative de cinq états slaves du sud du Danube, correspondant plus ou moins à des régions géographiques et économiques, est la formule idéale de l'Europe fédérale des régions de demain qui conclura le cycle d'unification politique de toute l'Europe.

Sur la voie de l'Europe

Jusqu'alors, si Tito voulait poursuivre sur la voie de l'Europe, il suffirait qu'il se rapproche des autres Pays Balkaniques, plus précisément de la Bulgarie, de l'Albanie, de la Grèce, de la Turquie pour la Trace européenne qui rattache encore ce dernier pays à notre continent; afin d'étendre sa fédération, pour commencer, à une confédération balkanique des états nationaux actuellement existants, pour en arriver, dans une seconde phase, à une véritable fédération balkanique de tous les états régionaux qui pourraient surgir. La nouvelle organisation pourrait se choisir pour capitale une ville des Balkans géographiquement centrale, comme par exemple l'ancienne Sardika, actuelle Sofia ou bien Taurisium, actuellement Skoplje, ou même la vieille Thessalonique, actuelle

Salonique si on voulait que la capitale fût pourvue d'un port maritime.

Encore que tous les Européens soient convaincus que la démocratie est la meilleure forme de gouvernement, la démocratie dans le sens ou nous l'entendons en Occident, la réalité nous montre qu'elle n'est en pratique qu'une des nombreuses formes de gouvernement possibles, les gouvernements de forme autoritaire-dictatoriale étant aujourd'hui fort répandus en Europe et dans le monde. Et c'est avec ces derniers qu'il est peut-être parfois plus facile de s'entendre et de faire accomplir de grands progrès à l'histoire.

Une entente politique avec les Balkans

Maintenant la Grèce n'a plus le roi qui représentait un obstacle à ces initiatives et elle n'est plus affligée de gouvernements démagogiques instables avec lesquels on ne peut prendre les graves engagements qui permettent de réaliser l'histoire. Qui sait si Tito, agissant avec tact et diplomatie, profitant du prestige de la Grèce dans la Péninsule Balkanique, ne puisse conclure avec elle une entente destinée à éliminer les tensions existant dans les Balkans en premier lieu, pour en arriver, dans une seconde phase à un rapprochement et à une entente, ne fût-elle au début qu'économique, avec ces pays, couronnant son oeuvre par une entente politique, qu'elle soit fédérale ou confédérale.

Ce serait vraiment un corollaire de son oeuvre, non seulement pour la fédération yougo-slave, mais pour toute la Péninsule qui s'étend du sud du Danube jusqu'à Constantinople, et qui a toujours été un motif d'inquiétude pour l'Europe, où il réussirait à établir de l'ordre et à valoriser la grande disponibilité de main d'oeuvre par la création d'une entente régionale ou d'un état intermédiaire, appelé «Balkanie», d'une superficie de 550.000 km.² et comptant 40 millions d'habitants, soit à peu près les dimensions de la France pour l'extension et jusqu'à hier, pour la population.

Souhaitons que Tito puisse jouir d'une bonne santé et qu'il vive encore longtemps pour que la réforme qu'il a entreprise ne soit pas détruite par ses héritiers; et souhaitons que son action s'étende à toute la Péninsule Balkanique, mais qu'il évite en tout cas de commettre l'erreur d'Alexandre de Macédoine qui, sur son lit de mort désigna pour son héritier, le « meilleur » sans le nommer, déclenchant ainsi les luttes pour le pouvoir et la désintégration de son grand empire.

L'EUROPE DOIT REPRENDRE COURAGE

par

J. PRAT-BALLESTER

de l'Institut d'Etudes Européennes à Barcelone

Malgré l'attitude du « grand partenaire » dans la C.E.E., qui met en cause la solidarité des « Six », on ne peut pas douter que le Marché Commun est une réalité concrète sur la voie des faits. Des intérêts généraux sont déjà à la base d'un état d'esprit populaire dont le futur n'est plus national mais communautaire. L'Europe est donc en marche.

Mais quelle Europe. Où en sommes nous dans cette Europe? Voilà un des problèmes qui nous sont posés à présent. En tant que programme d'ensemble, l'Europe a vu disparaître ses acteurs: il paraît plutôt que nous sommes des spectateurs d'un processus dont la force lui est donné par les vents de l'histoire. On ne voit pas des arbitres du développement politique européen, qui ne s'identifie pas très bien avec le but de la Grande Europe qui a éveillé notre enthousiasme au cours des journées mémorables du Congrès de la Haye.

L'Europe jouit d'une forte vitalité. Cependant, notre cause européenne est malade depuis longtemps, probablement dès l'origine.

Dans ces jours là, ceux qui ont eu la sagesse et le courage d'affirmer la crise du nationalisme et de programmer l'Europe pour l'avenir, ont du faire le choix entre l'appui populaire pour avancer devant l'opinion, ou l'appui des élites permettant de situer leur programme dans les dossiers officiels. L'impasse a été résolue en faveur de cette dernière formule, ce qui a permis un triomphe initial remarquable: introduire l'idée européenne dans les sphères parlementaires et gouvernementales. Mais il a manqué une base démocratique, ce qui produit dans le nouveau corps européen une faiblesse bientôt devenue chronique. On en voit maintenant le résultat: au bout d'une vingtaine d'années, l'Etat est encore la seule réalité authentique dans notre hémisphère.

Nous avons sans doute succombé à la tentation d'affirmer la santé de l'Europe en

nous refusant de reconnaître que la crise dont elle souffre en tant que programme commun, est moins une adversité passagère qu'une conséquence logique de sa faiblesse structurelle. Notre excès d'optimisme n'est pas constructif. Il nous mène vers une voie qui ne suit pas la ligne dessinée avec l'imagination créatrice de nos pionniers. C'est plutôt une ligne de décadence.

Certes, le moment actuel n'est pas le plus opportun pour revitaliser un programme affaibli par le poids des années. Mais nous ne pouvons pas oublier que nos raisons possèdent la même force. Notre paix et notre stabilité sont attachées dans une grande mesure à des facteurs qui dépassent les possibilités des Etats continentaux, ce qui fait que notre faiblesse relative en comparaison avec la puissance des pouvoirs mondiaux demeure à la base de nos problèmes. Nous avons trop de confiance en l'évolution subie dans l'hémisphère oriental et en la « pax » américaine. Mais le temps ne travaille pas en faveur de nos nations. C'est un suicide que de nous maintenir isolés si nous reconnaissons en même temps que toute l'Europe occidentale ne représentera dans une trentaine d'années pas plus de cinq pour cent de la population d'un monde en expansion.

Nous possédons un diagnostic clairvoyant sur notre maladie collective, mais nous n'appliquons pas le remède. Les pionniers de l'europhisme presque disparus, il ne semble pas facile de trouver ceux qui devraient se placer devant notre « million d'hommes ». Nous avons oublié le courage, évanoui dans cette période de bien-être matériel, de scepticisme, d'abandon de l'esprit de lutte autour des courants universels. Nous parlons beaucoup de l'Europe, mais nous nous efforçons très peu de la faire. Cependant, la fédération de tous nos peuples dans une Europe unie est la seule solution pour combattre notre faiblesse structurelle, pour répondre aux défis extra-européens et pour avancer sur la voie de la société post-industrielle.

ACTIVITE

DU

MOUVEMENT EUROPEEN

Nous publions ci-dessous le texte de la Résolution prise par le Conseil Fédéral du Mouvement Européen au cours de sa réunion, à Rome, les 19 et 20 janvier (v. le « Bulletin Européen » janvier 1968)

Après le veto opposé à l'ouverture de conversations avec la Grande Bretagne, le risque est grand de voir la Communauté Européenne se limiter à une union douanière. Les politiques communes seront enlisées dans des marchandages portant sur la défense d'intérêts particuliers, sans rapport avec le bien commun de l'Europe et les exigences d'une construction de l'avenir. Rien de positif ne sera fait pour rattraper le retard technologique ni pour permettre à l'Europe de jouer son rôle dans les destinées du monde. Rien ne sera fait pour barrer la route à un nationalisme menaçant.

Seule une relance positive mais spectaculaire est susceptible de retourner la situation. Certes, la Commission des Communautés doit poursuivre avec persévérance sa tâche, malgré l'ambiance politique difficile. Mais la relance exige une initiative au plus haut niveau, qui s'inspire des précédents de la déclaration Schuman et de la Conférence de Messine.

C'est pourquoi le MOUVEMENT EUROPEEN propose qu'un ou plusieurs gouvernements des pays membres de la Communauté élaborent un ensemble de propositions de nature non seulement à surmonter les difficultés actuelles, mais à redonner à l'unité de l'Europe une impulsion décisive dans la perspective de son plein accomplissement.

Ces propositions devraient s'orienter dans trois directions cohérentes entre elles et de nature à former un tout:

- le renforcement et le progrès des Communautés actuelles,
- leur extension géographique à l'ensemble de l'Europe occidentale démocratique,
- l'amorce d'une détermination en commun de leur diplomatie et de leur défense.

1. *Le renforcement des Communautés*

La marche en avant des Communautés doit se poursuivre et leur cohésion se renforcer. Les politiques économiques et sociales prévues par le Traité de Rome doivent être décidées avant le 1^{er} janvier 1970; leur champ d'action doit s'étendre à la technologie, la recherche, la monnaie, et le développement régional.

Les institutions communautaires doivent être parallèlement renforcées et démocratisées pour faire face aux tâches considérables qui les attendent: indépendance plus assurée de la Commission, extension de ses compétences et de ses moyens financiers, contrôle démocratique parlementaire accru, impulsion européennes donnée aux administrations nationales, etc...

2. *L'extension géographique*

Notre ambition demeure de rassembler dans une Communauté les divers pays de l'Europe démocratique. Les demandes d'adhésion de la Grande Bretagne, du Danemark, de l'Irlande et de la Norvège, constituaient un grand progrès dans cette voie et le Mouvement Européen déplore vivement le refus qui leur a été opposé. Il estime que les choses ne peuvent en rester là et qu'une solution positive doit être recherchée pour ce problème.

Il suggère que soit dressée une liste brève des conditions fondamentales objectives qui doivent être satisfaites pour que cette adhésion ne rencontre plus d'obstacle; que par des contacts réguliers et un concours mu-

“Affaire européenne, affaire de l'avenir” ...

WALTER HALLSTEIN, SERVITEUR DE L'EUROPE

Le drame de Walter Hallstein

Le 21 juin dernier, le professeur Walter Hallstein prononçait un discours devant le Parlement Européen, à Strasbourg, pour faire ses adieux à la C.E.E. Pendant dix ans, il avait été Président de la Commission du Marché Commun à Bruxelles. Certains, à l'époque, considérèrent ce discours comme un testament politique. Mais il n'en était rien. Au mois de mai, quand déjà il prévoyait qu'il devrait renoncer à sa charge, Walter Hallstein n'avait-il pas dit: «*Cette affaire européenne est à mon avis l'affaire de l'avenir. Je continuerai à la servir. Pour cela, il n'est pas toujours nécessaire d'avoir un statut administratif. Il y a encore beaucoup à faire pour les penseurs*».

Secrétaire d'Etat sous Konrad Adenauer, Walter Hallstein avait été, avec le grand chancelier, l'un des premiers artisans allemands du rapprochement franco-germanique. Paradoxalement, après avoir travaillé à ce rapprochement avec Robert Schumann, puis avec le général de Gaulle, il allait en devenir la victime. C'est en effet parce qu'il ne partageait pas les vues du gouvernement français sur l'avenir et la signification du Marché Commun, qu'il dut abandonner son poste: pour le général de Gaulle il n'y avait pas de gouvernement européen à Bruxelles. Mais Walter Hallstein n'en renonçait pas pour autant à la lutte.

Tout le drame de la personnalité et de l'oeuvre de M. Hallstein réside dans l'ardeur de ses convictions qui le pousse à toujours tendre à séparer le rêve de la réalité. Il croyait que du Marché Commun pourrait naître le premier gouvernement européen et que les progrès journaliers du Marché Commun vers son accomplissement entraîneraient automatiquement l'union politique. Mais quand les trois Exécutifs de la Communauté Européenne fusionnèrent au printemps dernier, on décida que la présidence du nouvel organisme serait à court terme. C'était là ce que le professeur Hallstein ne pouvait admettre. Il le précisa à l'époque dans une interview accordée à la Télévision allemande: «*Il ne serait pas honnête — déclara-t-il — de dire que je quitte Bruxelles le coeur léger. Les raisons de ma décision sont moins d'ordre juridique que politique. L'accord de fusion des trois Exécutifs européens confère au mandat du président une durée fixe de deux ans. Il ne faut pas prendre cette durée à la légère. Cela irait directement à l'encontre des stipulations du*

(suite en p. 11)

(suite de la p. 9)

tuel entre les Dix tout soit mis en oeuvre pour hâter leur réalisation; que soit prévue enfin, d'ores et déjà, une instance arbitrale destinée à la constater afin que puisse être prononcée définitivement l'adhésion.

3. Diplomatie et défense

Nos pays ne peuvent plus poursuivre chacun pour soi leur politique étrangère et de défense, sauf à vider de sa substance l'effort d'unité entrepris depuis vingt ans. Des consultations systématiques entre ceux des Gouvernements des Dix disposés à y participer, pourraient constituer une première mais indispensable étape. Ces consultations devraient être animées par une volonté d'entente et organisées par une instance communautaire, notamment une Commission politique indépendante habilitée à faire des propositions concrètes.

LE MOUVEMENT EUROPEEN est

CONSCIENT de la détérioration que la pratique du veto a apportée depuis cinq ans à l'esprit et à l'enthousiasme communautaire. Les virtualités de l'avenir ne sauraient être compromises plus longtemps par l'attitude négative d'un membre de la Communauté. Leur sauvegarde exige un processus de négociations qui permette à la relance envisagée de surmonter cet obstacle, afin que tous les pays décidés à poursuivre la marche en avant en aient la possibilité concrète.

CONVAINCU de l'extrême importance des échéances actuelles et des décisions à prendre dans l'immédiat, le Mouvement Européen appelle toutes les forces qu'anime son idéal à développer dans ce sens une campagne afin d'attirer solennellement l'attention de l'opinion publique sur l'enjeu des mois qui viennent et sur la chance à saisir.

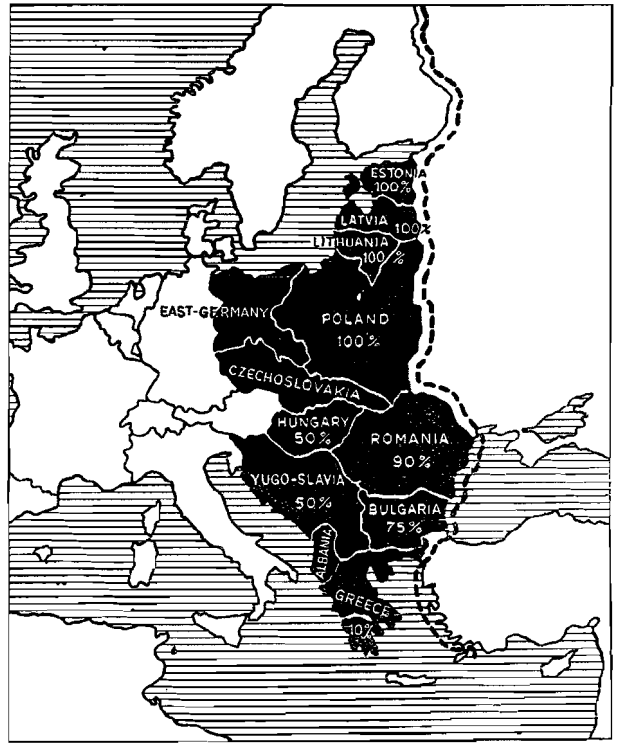
number 2

europa east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW « BULLETIN EUROPEEN »

ROME

FEBRUARY 1968



A Cardinal for the Return of Romania to Rome

The recent contacts between the Holy See and the leaders of Romania—renewed after almost a quarter of a century of painful silence—have aroused new hopes in the breasts of the Romanian people, whose Latinity and profoundly Christian attachments are of long and ancient date

The affectionate letter addressed by Pope Paul VI to the Romanian Bishop Julius Hossu, the cordiality of the official Vatican comment after the visit of the Romanian Prime Minister, I. G. Maurer, in which the Sovereign Pontiff repeatedly expressed «sentiments of great affection and particular esteem for the Romanian people — have served to arouse considerable emotion both in Romania and among the mass of Romanians living outside the national frontiers.

It is the desire of all Romanians—manifest in letters and petitions—that the Holy Father, nominate, in the person of Bishop Julius Hossu, the first Cardinal of Latin Christian Romania.

Julius Hossu, a grandiose and noble figure of the Romanian Catholic world, and symbol of Christian faith and sacrifice during decades of severe privation, would be the first Cardinal, in the spirit of unity of the Oecumenical Council, to bring to Rome the coronation of the hopes of 20 millions of souls who have never abandoned the Church of Peter and the Latin world to which they rightfully belong.



Julius Hossu

Mrs. GANDHI'S TOUR

Prime Minister Indira Gandhi of India made a swing through east European capitals in October that began in Warsaw and included Belgrade, Sofia and Bucharest. Talks focused on international problems, with primary emphasis on Vietnam and the Middle East.

The Polish visit, October 8-11, was her second, for Mrs. Gandhi accompanied her late father, Prime Minister Nehru, to Warsaw in 1955. Polish Prime Minister Jozef Cyrankiewicz, in his welcoming speech, said that the 12 years since her first visit were filled with « satisfaction at the political, economic and cultural cooperation and that « mutual understanding » was « overcoming the great distances between our countries ». In reply, the Indian leader said: « Poland and India have no problems to settle but we have some common problems in the sense that we share the same concern for the welfare and peace of mankind... ».

A communiqué issued on October 12 stressed that « particular attention was devoted to the situation in Vietnam. According to the communiqué, the unconditional cessation of bombing of the territory of the DRV was a preliminary step toward a solution of the conflict, which should be based on the 1954 Geneva agreements. The two ministers also expressed concern « at the growing gulf between the developing and the developed countries of the world ».

In addition to talks with Polish leaders, Mrs. Gandhi attended the performance of Slask, a Silesian song and dance ensemble, laid a wreath at the Tomb of the Unknown Soldier in Warsaw and toured the city.

Mrs. Gandhi's next stop was Belgrade for a three-day round of talks with President Tito and other Yugoslav officials. Radio Belgrade (October 12) reported that Tito had extensive talks with the Indian prime minister on the Mideast, and described his talks with Arab leaders.

Mrs. Gandhi arrived in Sofia on October 13, marking the first visit of an Indian prime minister to Bulgaria. In his welcoming speech at the airport, party chief Todor Zhivkov praised Mrs. Gandhi for her « adherence to the policy » of Nehru. Zhivkov voiced confidence that the talks between the delegations would « further strengthen relations between our two countries ». Replying, Mrs. Gandhi said: « Co-existence is not enough. We must work together for peace and economic development ».

RABOTNICHESKO DELO

Reported that on her way from the airport to the government residence of Vrania (the former palace), the Indian prime minister was cheered by thousands. Radio Sofia in a broadcast on October 16 said the talks revealed « great similarity of views between the two countries ».

On Vietnam the delegations agreed that the « first step » toward « immediate » cessation of the conflict should be « an unconditional ending of air raids over the DRV », followed by a settlement based on the 1954 Geneva agreements. Concerning the Middle East situation, the countries agreed that the « position preceding the war should be restored as early as possible in order to establish peace and security in the area ». On economic matters, opportunities will be studied for setting up a special intragovernmental body for Bulgarian-Indian economic cooperation.

Mrs. Gandhi arrived in Bucharest on October 16 and began official talks with Romanian Premier Maurer the same day. At a welcoming luncheon Maurer stressed the good relations between Romania and India and their « identity of views » on many important problems.

On the international situation, Maurer said that « there existed in the contemporary world forces which attempt to impose their will on other peoples by using political, economic and military means of coercion disregarding the people's desires and vital interests ». He made no direct mention of the United States, the Vietnamese War or the Middle East. Maurer also pointed to the « identity of views » of both countries on disarmament and the non-proliferation treaty.

In reply Mrs. Gandhi called for a halt to the bombing of North Vietnam as a first step in resolving the conflict. Concerning disarmament and nuclear non-proliferation the Indian prime minister said that her country's attitude was similar to that of Romania. Referring to Romania-Indian economic cooperation, Mrs. Gandhi stressed the importance of agreements signed recently which provided for Romania's collaboration in the establishment of another oil refinery at Haldia and a plant for the manufacture of chemical equipment.

H U N G A R Y

TOURIST AGREEMENT WITH ROMANIA

Hungary and Romania signed an agreement in Budapest providing for an increase of tourism to 100,000 persons each way but stopped short of a mutual abolition of visas. Hungary has done away with the need of visas for travel to Poland, Czechoslovakia, Bulgaria and Yugoslavia. Heretofore only 70,000 persons could visit their relatives in either Hungary or Transylvania.

Tourist information agencies will be established in Budapest, and railway, road, river and air connections will be developed. The agreement was signed by National Tourist Office chief Andras Vitez for Hungary and by his counterpart Nicola Bozhov for Romania. (Radio Budapest, September 26).

Western tourism also received attention. Former ambassador Sandor Karpati, 51, left his East Berlin post to take over as secretary-general of the World Federation of Hungarians. He replaces retiring Otto Beothy, 64, a rehabilitated victim of the Rajk purge. Karpati, a Spanish Civil War veteran, lived in France until the end of World War II and is considered a man quite familiar with « all the problems of emigration ». He will be in charge of drumming up tourism among Hungarian-born people abroad.

CARDINAL MINDSZENTY STAYS

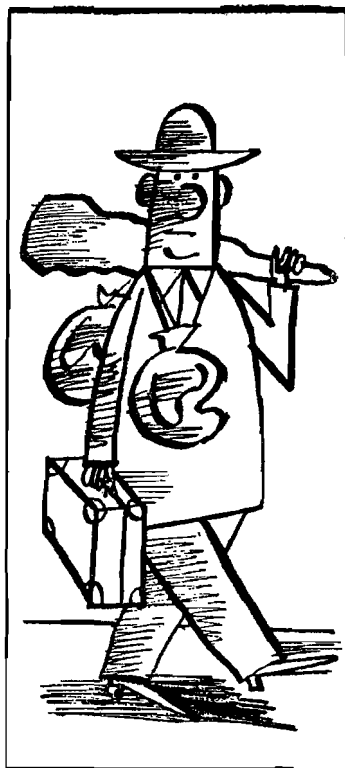
Jozsef Cardinal Mindszenty was apparently dissuaded at the last minute from carrying out his reported intention of leaving his 11-year refuge in the American Embassy in Budapest on the eve of Martin Hillenbrand's arrival in Hungary as the first US ambassador since 1956. Franz Cardinal Koenig of Austria returned to Rome October 18 after a two-day visit to his colleague, telling newsmen only that he was sorry to be returning alone. Ambassador Hillebrand arrived in Budapest October 20 to assume his new duties. The *New York Times* reported October 19 that Cardinal Mindszenty had agreed to stay at the wish of Pope Paul VI.

According to Western reports, the Cardinal has rejected repeated attempts by the Vatican and American diplomats to persuade him to leave the country. The Hungarian Primate has insisted on full clearance by the Kadar government of all charges brought at his world-famous trial in February 1949, which resulted in a sentence to life imprisonment for treason, sedition and illegal currency dealings. Cardinal Mindszenty was reportedly ready to test the government on this issue by stepping into the street outside the embassy on October 19.

The Kadar government offered the Cardinal safe-conduct to Rome for the first session of the

Second Vatican Council in the fall of 1962 on condition that he remain out of the country. They renewed the offer the following year and again in 1964, hoping to make the proposal a part of the Vatican-Hungarian concordat concluded later that year.

The Cardinal apparently still conditions his departure for exile on being permitted a voice in the appointment of his successor as Archbishop of Esztergom; the naming of successors in the archdiocese of Kalocsa and the dioceses of Szekefehervar and Szombathely, whose present incumbents are, like himself, past the newly-recommended retirement age of 75; and the filling of vacancies in the dioceses of Veszprem and Vac, Jozsef Petery, the Vatican-appointed bishop of Vac was prevented by the Kadar government from taking his post and now is also beyond retirement age. The government reportedly want to put « peace priests » at the head of all these sees as the price of a new offer of safe-conduct for the Cardinal.



The basic kit for envoys to Peking.

Pravda (Bratislava)

LITTLE - KNOWN CZECHOSLOVAKIA

When the political and cultural monthly publication of the Czechoslovak Youth League sought to discover what students in four other communist countries knew about Czechoslovakia, it found vast areas of ignorance. Excerpts from MY 67 (Prague).

* * *

For almost two months we have been showing Czechoslovakia to visitors at Expo 67. Some 30 million visitors are expected from all over the world, but mainly from America. We are doing it to draw attention to our existence in the heart of Europe, hoping to make some subconscious impression on the West. We are doing it in the knowledge that they know little or nothing about us, that we are introducing ourselves in a foreign land to foreign people not always favorably disposed toward us.

But do we know what the foreign countries right at our black door—the other socialist countries—actually know about us? We mailed 600 questionnaires to the universities, technical institutes and schools of economics in Leipzig, Warsaw, Bucharest and Moscow in order to find out. The first-term students answered as follows:

"Question No. 1: What is the full official name of the Czechoslovak state?"

Our first reaction: the question is [as] simple [as] "What is our capital?" But we were far from receiving 100-percent correct replies. In Leipzig, 84 percent of the answers were correct, in Warsaw 78 percent, in Bucharest 72 percent, and in Moscow 66 percent. In most cases, the word "socialist" was omitted; sometimes it was replaced by "people's." The wildest answers came from the students in Moscow—Czechoslovak United Socialist Republic, Czechoslovak Union of Socialist Republics and Czechoslovak Soviet Socialist Republic. They were probably misled by the abbreviation CSSR and its similarity to USSR. In Russian [as in English], the initials of our country's name are "CSSR" [Czecho-Slovak Socialist Republic].....

"Question No. 2: Name all countries having common frontiers with Czechoslovakia."

Our first reaction to the replies: a great many old atlases must be still in use in eastern Europe. Again, there was not one perfect answer. The Germans were again in the lead; of the 150 German answers only 26 were wrong (they believed that we still border on Romania [as was the case before the Soviet Union annexed Rumania]). Second were the Poles—23 of them believed that only Poland has a common frontier with the GDR, and 15 forgot Austria!

THE DISAPPEARING FRONTIER

The frontier with Austria was omitted most frequently—by the Soviet students 18 times, by the Romanians 13 times. The latter also omitted our frontier with the USSR [which did not exist until 1945] six times. Several Moscow students omitted all our neighbors, including themselves—but they tried to make up for it by naming Romania 21 times, Yugoslavia 12 times, Bulgaria nine times and Albania three times!...

"Question No. 3: What are the names of the Czechoslovak President and Premier?"

Our first reaction to the replies: there are countries where the premier is better known than the president, but Czechoslovakia is not among them. On the first part of the question the Poles made the best showing (127 correct answers), on the second, the Romanians (33 correct answers) — but at some schools not a single pupil knew of the existence of [present premier] Jozef Lenart. As for Antonin Novotny, the Germans and Soviets often called him Novak or Novy, and a Romanian girl even called him Novotti. [The late President] Antonin Zapotocky was mentioned by three Soviet technicians and a Bucharest philosophy student. Instead of Jozef Lenart, [first postwar Premier Zdenek] Fierlinger was named three times in

Leipzig, while [present Foreign Minister Vaclav] David was named five times in Bucharest...

"Question No. 4: Which Czechoslovak scientists do you know?"

Our first reaction: our science is a Cinderella! Bucharest scored worst on this question. Two technicians remembered [Jaroslav] Heyrovsky [Nobel Prize laureate and inventor of polygraphy who died last year]. Only those taking Slavic studies knew [Ludovit] Stur [(1815-1856), propagator of the Slovak language], Pauliny [there are several, all Slovaks, including Protestant divine Ladislav, a politician and financial expert named William, and Toth Viliam, a politician and writer who died in 1877], [Josef] Jungmann [(1773-1874), a famous defender of the Czech language], and [Pavel Josef] Safarik [(d. 1861), a Slavonic scholar]. None was mentioned by more than five students.

THE BEST-KNOWN AUTHORS

"Question 4b: Which Czechoslovak writers do you know?"

Our first impression: [Jaroslav] Hasek [author of Good Soldier Schweik] wins by a wide margin. The Romanians (the students of Slavism

know only the Czech and Slovak literature of the past century) named [Ondrej] or Martin] Sladkovic seven times [and Bozena] Nemcova, [Svatopluk] Cech [and J. V. Sladek] five times. Thirty-one Germans could not name a single Czech author; of the remaining Germans, 81 remembered Hasek, 18 [Julius] Fucik, 11 [Karel] Capek, six [Ladislav] Mnacko and [Pavel] Kohout. Among the Poles, also, Hasek is the best known (82 mentions), followed by Capek (58), [Franz] Kafka, erroneously (48), [Dominik] Tatarska (18), Mnacko, [Jan] Drda and [Jan] Otčenasek (7).

In Moscow, the best known Czech author is Hasek (122), followed by Fucik (111), Capek (59), Hanzelka and Zikmund [see above] (26), Mnacko, [Alois] Jirasek, [Marie] Majerova and Drda (12 each). Thanks to three girls studying the Czech language, the names of [Josef] Skvořecký [author of *The Cowards*], [Bohumil] Hrabal and Tatarska were mentioned. A student of economics boasted that he knows [poet Jiri] Fried's work from an English translation Stanislav Lem [?] and Josef Svejč [Hasek's good Soldier Schweik] were mentioned as Czech authors!...

"Question No. 5: Composers?"

Our first impression: Smetana, Dvorak, Vlach. The best known are [Antonin] Dvorak (in the USSR and Romania) and [Bedrich] Smetana (in the GDR and Poland). In the USSR, the GDR and Poland, [Karel] Vlach [a popular songwriter], [Karel] Krautgartner and [Gustav] Brom are more popular than [Leos] Janacek and [Jaroslav] Fibich.

[Jaroslav] Jezek was remembered only in the Soviet Union; he and Jiri Slitr were both mentioned five times. The differences are in this case the smallest. Of the 150 students in each country who answered the questionnaires, 108 gave a correct answer in Romania, 107 in the USSR, 104 in Poland and 102 in the GDR...

"Question No. 8: Sportsmen...?"

Our first impression is that Z. dominates. It seems that for at least another generation Emil Zatopek [the famous Olympic track star] will remain the number one name in sports. Of the 600 respondents to the opinion poll, 496 named him... Hockey is the sport for which we are best known in the USSR, GDR and Poland... In Rumania our handball is best known. In all countries our soccer teams are second place, and everywhere the best known football player is [Josef] Masopust [of Prague]. This question received the most answers. In the USSR, only 19 students did not reply; in Poland, 22; in Romania, 29; and in the GDR, 34.

"Question No. 9: Which Czechoslovak books do you know?"

The answers ranged from [Alois] Jirasek's *Old Czech Legends* [1894] to Schweik. This is especially true of the USSR, where 115 students named [Good Soldier] Schweik [and] 18 the *Old Czech Legends*—which are, according to a student of economics, absolutely pornographic.

Among the other 23 titles there was not a single book of poems.

"Question No. 10: Which Czechoslovak film do you know?"

Our first impression is that only the Poles have seen the best of our recent films. The Warsaw replies listed these films, in order of frequency: *Romeo, Juliet and the Darkness*, *The Shop on Main Street*, *The Loves of a Blonde*, *Old Men Hop-Picking*, *Death Is Called Engelchen*, *Lemonade Joe*, *The Tomcat Comes*, etc. In the USSR, the order of popularity of our films was different: *Attentate*, *Clarinets*, *The May Stars*, *Reports from the Gallows*, *The King of the Sumava*, *Higher Principles*, *The Singing Powder Box*, *Where an Alibi Is Not Enough* (the Muscovites like our thrillers). *The Shop on Main Street*, *Old Men Hop-Picking* and *The Loves of a Blonde* were seen by a small number of students.

"Question 11: Which Czechoslovak plays do you know?"

Our first impression is that our plays are not given on any stage. The Poles, although they read Capek's *Mother*, answered that they don't know any Czechoslovak plays. The Germans remember Kohout; the Romanians—thanks to their students of Slavism—know Karvas (*The Midnight Mass*, *Antigone and the Others*). The Soviets mentioned Spejbl and Hurvinek [father and son puppet characters invented by Skupa in the 1920's] 12 times. Two of them thought that [Bertold] Brecht's *Mother Courage* was a Czech work... The results are so poor that no points can be credited...

BEER, BOOTS AND GLASS

"Question 13: What Czechoslovak products do you know?"

The first impression given by the replies is that we are a country of beer, footwear and glass. All four cities—Leipzig, Warsaw, Bucharest and Moscow—listed these products in that order. In addition, the Germans are interested in tourist goods and they know about our hard coal, our heavy industry and our engineering industry.

The Poles admire our Skoda MB cars, our cameras, our records and tape recorders, and last but not least, our shoe polish. The Soviets think of our ready-made suits, our leather goods, our cameras (the *Admira* type), our streetcars and our refrigerated trucks. The Romanians remember our pencils, cosmetics, watches, motorcycles and cars. As everybody answered this question correctly, we have given each four points. The final score is thus: Warsaw, 40 points; USSR, 38 points; Leipzig, 29 points; and Bucharest, 28 points...

We don't claim that this poll presents an accurate picture of our image among the youth of four socialist countries. Perhaps the results would have been entirely different if we had made our poll among the students of other towns or among different youth groups.

R O M A N I A

NEW GOALS FOR HIGHER EDUCATION

The reorganization of Romania's system of higher education has begun to take shape. The changes, proposed at the Ninth Party Congress two years ago and promised again by party leader Ceausescu last winter, were set forth in a Study on the Development of Higher Education in the Socialist Republic of Romania published in *Scinteia* and *Romania Libera*. Both publications promised to make available space for "suggestions, observations and proposals" from readers. The final form of the measures will probably be presented to the Grand National Assembly at its winter meeting.

The Study rejected the Soviet form of higher education imposed on the country in 1948 as "not based on a deep critical research into the progress of the Romanian schools, [a research] that would develop whatever positive features [the country's school system] used to have." The present system's deficiencies in economics, cybernetics, automation, sociology, genetics, physics and mathematics, as well as in history and literature, were ascribed to its influence.

Due for a substantial reduction are courses in Marxism-Leninism, now coextensive with the four-to-five-year length of all higher education programs. These are to be limited to a compulsory course in philosophy (dialectical materialism) and either Marxist political economy or Marxist history (scientific socialism). This will amount to a year and one-half of study in these disciplines.

The report utilized special studies by UNESCO and the Geneva-based International Bureau of Education (an intergovernmental organization with 68 member nations) and findings by Romanian Education Ministry representatives studying phases of education in Western countries. Deputy Education Minister Miron Constantinescu visited France and Switzerland for surveys of educational processes over the past year.

The Study envisions major revisions in methods and curricula of the country's 46 institutions of higher learning, affecting some 13,000 professors, lecturers and teaching fellows. Among the suggested changes:

- A decentralization of educational administration, with the Ministry of Education giving to rectors and deans many of their prewar rights and reinstating the University Senates (faculty councils) with broader prerogatives.

- Limited-term appointments for rectors and deans.

- Localized institutional control of student's admissions, re-examinations and expulsions and the orientation and utilization of scientific research and the training and promotion of teaching cadres.

- The assignment of graduate physicians and secondary-school teachers to rural posts near their domiciles in an effort to alleviate shortages in the countryside. Of more than 1,367 teachers appointed to schools in the Bucharest region outside the capital last fall, only half reported to their jobs. (*Scinteia*)

- Modernization of higher education through the introduction of optional and elective courses, the reduction of others (in engineering specialties, from 68 to 44), the elimination of seminars, provision for direct individual consultation and guidance, the lessening of examinations, and allowance of time for research.

- The expansion of the Economics Institutes of Bucharest and three other cities, of the Bucharest and Iasi polytechnic institutes and of the Iasi and Cluj agronomy institutes; the creation of higher technical institutes in at least seven other cities; the opening of a faculty of stomatology in the Craiova medical school; and the centrally planned establishment of research centers to avoid future duplications.

- A review of all total, three-quarter and half scholarships; the remuneration of students in various spheres of activity; and the subsidized training of doctoral candidates abroad.

- Granting the title of "leading technician" to those who complete training in the two-year institutes to relieve the shortage of technical cadres.

LANGUAGE STUDIES

German will be introduced into the new school year as a fourth elective modern language for students from the fifth to eighth grades (the other three are English, French and Russian). Italian and Spanish will be introduced in the ninth grade at some high schools in Bucharest, Cluj and Iasi. In addition, a classical section will be introduced in some high schools

which have humanities and physical sciences departments.

Also for the first time this fall, the study of world literature will be introduced into the high school curriculum. Textbooks and anthologies on this subject have been printed for this purpose, according to Radio Bucharest.

COME BACK NEXT YEAR

Obviously pleased with a 23-percent increase in tourists through July 1967, the government issued new regulations in August "to increase the efficiency of customs formalities" at border crossings and encourage more foreign-currency spending.

Until further notice, foreigners can fill out greatly simplified customs declarations on entering and leaving the country, and need no longer declare their foreign currency. The list of items to be declared has been greatly reduced, and tourists have been encouraged by bonus exchange rates to spend foreign currency on a wi-

de range of articles for sale in "the network of stores organized for this purpose."

Soviet-bloc visitors have not been slighted either. They now receive bonus exchange rates (probably lower than the 3-to-1 advantage over official rates enjoyed by Western tourists) for personal expenses on official missions, prizes, authors' copyrights, inheritances, wages and salaries. (Romania Libera [Bucharest]).

More than half a million tourists took advantage of relaxed International Tourist Year conditions in the first seven months of 1967 to visit Romania, spending 60 percent more time and 40 percent more currency than in the corresponding months of 1966. (Scinteia)

POLAND: WHAT PRICE VEGETABLES?

Consumers in Poland are contributing to the high profits of the trade enterprises by being forced to pay exorbitant prices says an economic columnist in *Zycie Gospodarcze* (Warsaw).

The price of vegetables is running wild because the trade wants to make a killing on seasonal produce and the Price Commission is permitting it. Take the reports of a journalist from Bialystok who spent a day going from store to store to get current rates. The price of cucumbers was 26 zlotys a kilo in state shops, while the open market price was 15 zlotys and the purchasing price only nine zlotys—a clear 17 zloty profit on a kilo of cucumbers... Tomatoes sold for 50 zlotys a kilo, netting a 26-Zloty profit. Profits on strawberries ranged from

100 percent to as high as 500 percent over the open market price.

The trade maintains that it must establish such high profit margins because, with constantly fluctuating purchase prices, produce bought at a high price three days earlier may lose its value and the shop would lose money. Obviously it is ridiculous that consumers must pay for the clumsiness of the trade apparatus which should not allow the piling up of supplies but should buy fresh produce daily in needed quantities... after all, fresh far mproduce does lose its freshness lying around...

Since it is obvious that certain trade enterprises seem to identify public good with their own profits and fix prices much too high, it has been suggested that the representatives of the trade unions take part in the commissions establishing current prices.

P O L A N D

THE TRIBULATIONS OF TOURISTS

Some of the irritating experiences encountered by tourists to Poland are described by a writer in *Kultura* (Warsaw).

...I was having breakfast with a foreign visitor in a Warsaw café. Everything was going quite normally when suddenly a woman in a white linen coat with a vacuum cleaner in hand made her way to the middle of the room. She began cleaning the floor and chairs, quite unceremoniously shoving around some of the customers. My foreign friend was quite shocked and asked me why the white-smocked lady could not have done her task in the morning when there were no people in the café. I rebuked him in reply, saying that foreign guests wished to be dusted off and that was the real reason why a cleaner was always at hand.

My next adventure occurred on the way to Cracow. My foreign friend and I intended to stop at a motel in Slowik for dinner. I had boasted to him about the motel and [much to my chagrin] found a notice on its door saying that "the restaurant was reserved" for a banquet... Whoever was banqueting there should have been removed. In nearby Kielce, there are numerous restaurants where one can give a banquet from morning till night, while the motel is the only one in the area and its purpose is to provide, at all times, food and shelter to the high-way traveler. This time it was difficult for me to find as ready an answer as the one in the Warsaw café.

But my foreign friend was already beginning to understand certain things, and during our subsequent journey, he told me a prize story. After his arrival in Poland, he went to a first-class restaurant in a hotel to have dinner. A waiter approached him but the only words he knew were water and beer. Though my friend did not want any beer, he was given three bottles of it because the waiter knew no other words. At this point, the dinner was delayed for half an hour, after which another waiter appeared. He asked my friend (an Italian) if he spoke German. My friend told him that he knew a little German. At this point the waiter apologized and said that unfortunately he did not speak German at all.

My friend waited another half hour, after which a man in a hotel uniform appeared. Using a mixture of Russian and Czech, my friend said that it was a scandal to have to wait so long for dinner. The man said he would investigate and after a while returned, informing my friend that dinner would be served providing he was willing to wait another hour and a half. And that was the end of [the tale of] a feast at a first class restaurant for foreign guests [in Poland].



Szpilik (Warsaw)

At a reception in Wilanow, French President Charles de Gaulle met film actress Beata Tyszkiewicz, who told him she had just finished playing the role of Madame Walewska. The General said: « Now I understand Emperor Napoleon; unfortunately, history does not repeat itself. You are much too young for that and I am much too... ». « Too tall... » answered the actress.

The film star's witty and diplomatic answer greatly amused the General and his entourage.

* * *

During de Gaulle's stay in Warsaw a woman of advanced age insisted on being admitted to the General's rooms, claiming a rather close relationship with the President at the time he was a young captain in Poland.

When the woman was pointed out to the General and her words repeated to him, he said: « I can't imagine myself ever having had a romance with such an old woman, but if one is to speak of friends, then there should be many more of them here ».

* * *

After landing at Warsaw's Okęcie Airport, President de Gaulle delivered a speech which he concluded with several Polish words.

Arriving only in time to hear these last few words one woman expressed amazement that the French language was so similar to Polish.

When told of her error, she was quite perturbed.

WALTER HALLSTEIN

(suite de la p. 10)

Traité de Rome selon lesquelles la Commission n'a à recevoir de directives d'aucun gouvernement et doit décider en toute liberté ».

L'Europe de Walter Hallstein
contre l'Europe de de Gaulle

Dans le discours d'adieux dont nous parlions plus haut, Walter Hallstein s'était prononcé sans équivoque contre la conception gaulliste de l'Europe en affirmant qu'une simple coopération nationale dans les formes habituelles ne suffirait pas pour bâtir l'Europe nouvelle, que les possibilités de collaboration et coopération ne devaient pas dépendre exclusivement des gouvernements et que la Commission Economique laissait subsister l'espoir d'une unification totale de l'Europe, maintenant les vraies chances politiques pour sa réalisation. En outre, il accordait une importance particulière à l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun et à l'élargissement à tout prix de la Communauté.

Voici donc, à la tête du Mouvement Européen un adversaire déclaré des vues gaullistes, assisté de M. Gaston Defferre, vice-président, autre adversaire du général. Quelles seront les conséquences de cette prise de position du principal organisme international militant en faveur de l'Europe?

Abstraction faite de toute tendance polémique, nous voulons croire qu'elle ne nuira pas à l'unification. Professeur à l'Université de Francfort, ancien ministre du grand chancelier Adenauer qui a tant fait pour l'Europe, Président actif et compétent de la Commission de la C.E.E. à laquelle il a assuré pendant dix ans une existence stable en dépit des difficultés et des différends à surmonter. Walter Hallstein pourra certainement servir largement la cause de l'unité européenne, soit en tant que juriste qu'en tant qu'homme politique. Mieux vaut un ennemi sincère qu'un ami déloyal dit la sagesse populaire qui sait bien que les bonnes causes ont été servies au cours des siècles par des hommes qui ne partageaient pas toujours les mêmes idées, mais qu'une même ardeur poussait à l'action.

A.P.G.

LE PRIX ROBERT SCHUMAN

En septembre dernier le jury du Prix Robert Schuman a attribué les médailles d'or grand module en reconnaissance des services rendus à la cause européenne à M. René Mayer, ancien Président du Conseil français du Mouvement Européen, et au professeur Walter Hallstein.

L'Angleterre ne peut pas remplacer la France ...

M. Kiesinger a été clair: on ne peut penser à remplacer en Europe la France par la Grande Bretagne. Et pour exprimer cette conviction en termes plus frappants, le Chancelier n'a pas cité Platon, Montesquieu ou Tocqueville come il aime généralement le faire dans ses discours politiques, mais il a fait appel au prof. Barnard « Il arriverait ce qui se passe dans les opérations de transplantation du coeur. L'opération réussit, mais le malade meurt ». Mais M. Kiesinger a exprimé avec autant de clarté son opinion sur la perspective d'un éventuel échec de la mission qu'il s'apprête à accomplir auprès du général de Gaulle.

On peut, a-t-il dit, réaliser une coopération dans les secteurs extra-communautaires. Mais il est difficile de les définir nettement, il est difficile d'empêcher des interférences. Une coopération entre les Cinq et la Grande Bretagne ne devrait pas en tout cas devenir une institution. Créer, auprès des institutions existantes, un nouveau type de communauté serait dangereux. « Je propose une coopération pragmatique. Je crois que c'est un sage principe à suivre ».

Un principe que Bonn adopte du reste également vis-à-vis de Paris avec le traité de coopération franco-allemande qui, dans l'état actuel des choses conseille la sagesse à l'Allemagne plus qu'à tout autre Pays de la Communauté. M. Kiesinger n'en fait pas mystère. « Nous nous trouvons — a-t-il dit — dans une situation particulière en raison des liens spéciaux que nous avons avec la France. Nous avons ranimé un traité qui ces derniers temps semblait sur le point d'expirer. L'Allemagne et la France sont comme deux amis qui s'aperçoivent à un certain point que leurs opinions divergent. La France est en dehors de l'OTAN et l'Allemagne continue à soutenir le bien-fondé de l'Alliance; la France a une politique autonome et en compétition avec les Etats-Unis, l'Allemagne maintient des rapports étroits avec Washington; la France appuie la cause de la réunification allemande mais n'accorde pas le même appui en ce qui regarde les territoires orientaux puisqu'elle considère comme définitive la ligne Oder-Neisse; l'Allemagne est favorable à l'ouverture des négociations avec la Grande-Bretagne, la France a pris la position que vous connaissez. Sur ce point et sur d'autres nos opinions divergent. Mais ces deux étranges amis désirent rester unis car cette union est utile,

M. de la Ventolière

Une voix du passé pour l'Angleterre

Dans une entrevue accordée à l'Observateur et reprise avec beaucoup d'éclat par le « Sunday Times » du 7 janvier, M. Pierre Mendès-France vient de stigmatiser la politique aussi bien que la personne du Président de la France.

Il est, sans doute, du droit de M. Mendès-France et du domaine de sa liberté politique de critiquer un régime qui a mis sa carrière politique dans l'ombre de l'oubli.

De sa critique nous n'allons retenir que ce qui intéresse l'euro-péisme, c'est-à-dire les affirmations selon lesquelles le « veto » français rejette l'Angleterre dans les bras des Etats-Unis et celles qui accusent la France d'avoir saboté la livre Sterling.

Selon M. Mendès-France, l'opposition française à l'ouverture des négociations avec l'Angleterre rejetera celle-ci dans les bras des Etats-Unis en privant ainsi l'Europe de

l'unique appui dans le procès de libération de la domination économique américaine. Ce que M. Mendès-France ne nous dit pas, forme plutôt l'essence même du problème: le refus d'ouvrir les négociations avec l'Angleterre et par conséquent avec tout autre pays candidat, n'a pas été fait par la France directement à l'Angleterre, mais soulevé comme objection de principe au sein des Six. Le gouvernement français, initiateur et en grande mesure créateur de la Communauté voudrait voir celle-ci d'abord définie dans sa structure générale et politique avant que la question de l'élargissement se pose. Il s'agit donc de savoir dans quelle Communauté les Six voudraient accepter tel ou tel pays et à ce sujet, M. Mendès-France devrait se rappeler que les Six ont été d'accord en principe avec l'objection française. Les cinq partenaires de la France voulaient seulement entamer des négociations afin d'aider moralement le gouvernement britannique et nul-

(suite de la p. 11)

indispensable à eux-mêmes et à l'Europe entière.

« Pendant longtemps — a ajouté le chancelier — la France et l'Allemagne ont été en guerre. La réconciliation est un « miracle », c'est un élément précieux acquis à l'histoire et qu'il faut sauvegarder. C'est pourquoi nous ne voulons pas d'une rupture avec Paris.

D'autre part, l'Allemagne ne peut relâcher les liens qui la rattachent au dispositif de défense euro-américain si elle veut bénéficier de cette garantie que la « force de frappe » ne peut donner à l'Europe. Le Chancelier l'a clairement exprimé quand il a parlé du traité de non-prolifération. Après avoir dit sa satisfaction pour les améliorations apportées au nouveau projet, il a ajouté que toute inquiétude ne pourra être dissipée que lorsqu'au traité sera ajoutée une déclaration qui offre de sûres garanties aux Pays non nu-

cléaires. L'Allemagne signera le traité dans ce seul cas.

Il y a aussi le problème de la Chine, qui ne figurera pas parmi les signataires du traité. Certes, a conclu le Chancelier, la prolifération nucléaire serait le chaos. Le traité est donc essentiel.

Autre motif d'inquiétude pour les développements de la situation internationale: la présence de la flotte soviétique en Méditerranée.

Pour conclure, le Chancelier a exprimé sa vive satisfaction pour les entretiens romains où il a constaté « une large entente » entre Allemagne et Italie. Non pas entente « pleine ».

« Je suis prudent dans mes jugements... Du reste les hommes politiques que j'ai rencontrés ne constituent pas un bloc monolithique. L'individualisme est une caractéristique particulière des Italiens... » a conclu le Chancelier.

lement avec l'idée de faire l'Angleterre entrer dans la Communauté dans un bref délai comme il conviendrait à M. Wilson.

En d'autres mots, les cinq partenaires voulaient faire un peu de politique d'agrément, un peu de coquetterie de chancellerie et la faute du président français est de ne pas être le produit de ce monde spécial de la politique d'agrément qui finit toujours par ne rien dire. M. Mendès-France qui a appris et a pratiqué ce genre de politique d'après-guerre, comprend, sans doute les nuances et il aurait mieux fait d'expliquer le bien-fondé d'une pareille politique. M. Mendès-France a oublié aussi de parler du caractère de la Communauté dans laquelle il voudrait voir entrer l'Angleterre. Il n'ignore pas que cette Communauté n'est en ce moment qu'une organisation au caractère économique dans sa première phase de développement qui se doit encore d'être prudente, conservatrice et égoïste et qui a besoin de se définir dans sa propre structure. Il n'ignore pas, non plus, que ce qui plaide pour l'élargissement immédiat en faveur de l'Angleterre ce sont des arguments presque inavouables et que ces arguments tiennent des affinités religieuses, raciales et politiques de parti et que l'emploi même de ce genre d'arguments compromet gravement les chances de la Communauté d'arriver un jour à se définir dans sa structure qui doit être européenne ou pas du tout.

M. Mendès-France oublie surtout que cette Communauté, faible ou forte à l'heure actuelle, n'est pas l'Europe proprement dite et elle n'a jamais eu la prétention de l'être. Rien n'empêche donc les pays européens de continuer leur vie européenne sans toutefois appartenir à la Communauté. Ce n'est donc pas le soi-disant « veto » français qui poussera l'Angleterre dans les bras des Etats-Unis s'il est vrai, comme on le dit, que l'Angleterre de M. Wilson est dévorée par la flamme de l'amour européen.

L'Angleterre dans les bras des Etats - Unis

Mais M. Mendès-France devrait savoir que l'Angleterre se trouve déjà dans les bras des Etats-Unis et qu'elle y a été bien avant que la Communauté soit formée. Il devrait savoir que l'Angleterre n'a pas tenu les amé-

ricains aux portes de son industrie par amour pour l'Europe. Les investissements américains dans l'industrie britannique dépassent la somme de 6.000 millions dollars et la moitié de l'industrie moderne du pays se trouve bel et bien en la possession des compagnies américaines ceci de l'aveu même du « Time » et du « Sunday Telegraph ».

Nous nous demandons donc si les affirmations de M. Mendès-France n'ont elles aussi la valeur de pure coquetterie politique qui rappelle trop la IV^{ème} République.

La voix vieillote de la IV^e République

Enfin, M. Mendès-France accuse son pays d'avoir saboté la livre Sterling et de préparer au monde de graves malheurs. On n'entrera pas ici dans des détails d'ordre financier et économique pour montrer que cette affirmation aussi, a la valeur d'un simple artifice politique. Nous nous bornerons seulement à constater que les Anglais eux-mêmes ont de la peine à croire cette légende surtout dans la City, où on connaît bien le mal dont l'Angleterre souffre depuis assez longtemps. La voix de M. Mendès-France nous vient du passé, ce passé qu'on voudrait oublier, le passé du temps où la IV^{ème} République se traînait aussi péniblement que l'Angleterre aujourd'hui et elle nous apparaît d'autant plus suspecte que l'accusation très grave portée contre la France n'est soutenue d'aucun argument ou preuve. Elle ne fait qu'envenimer les relations entre deux peuples, et elle paraît avoir la même valeur que la campagne du lait pour tous les Français et des réalisations politiques du Ministère de M. Mendès-France, réalisations dont la France d'aujourd'hui qui au lieu de se traîner marche, ne s'en souvient et surtout ne s'en ressent plus.

Nous devons néanmoins reconnaître l'arrière goût romantique que l'entrevue de M. Mendès-France a dû avoir du moins pour certains: la IV^{ème} République sortie de la crypte a fait entendre sa voix, celle qui rappelle le franc dévalué, la dette publique toujours à couvrir, l'arithmétique parlementaire et la ronde des ministères où l'on prenait les mêmes et on recommençait et l'étalon caoutchouc, juste l'allié qu'il fallait à M. Wilson.

Lettres d'Angleterre

de C. Michael - Titus

La tradition devient rouge...

mais pas de honte. Du moins tel est le cas de la nomination du Poète Lauréat de la Cour, que M. Wilson veut de faire.

Comme tous les pays européens du Moyen-Age, l'Angleterre a un poète officiel du Royaume chargé de chanter en vers tous les événements importants de la Cour et du régime, bien entendu. La partie cocasse de cette nomination est que le rimeur officiel du Royaume-Uni, M. Cecil Day-Lewis, mieux connu sous son pseudonyme Nicholas Blake, auteur de romans policiers, est un ancien membre militant du parti communiste. Pendant sa jeunesse il vendait le *Daily Worker*, organe officiel du parti, dans la rue, donnait des conférences dans le cadre de l'Association des amis de l'U.R.S.S., et, comme le *Daily Mail* du 2 janvier nous l'apprend, « il est devenu presque activiste professionnel du parti communiste ». Même maintenant quand le rimeur officiel de la Cour déclare avoir abandonné la politique en faveur de la poésie, il est considéré le premier Poète Lauréat d'extrême gauche. C'est, sans doute, pour apaiser cette extrême gauche que M. Wilson a imposé à la Cour un rimeur officiel rouge et la rougeur se verra moins sur le visage de ceux qui s'accrochent encore à cet anachronisme que dans les productions de la poésie officielle. On entend même que le nouveau Poète Lauréat est en train de travailler à un poème qui célébrerait le stakhanovisme des dactylos héroïnes du travail socialiste. On ne saura dire de ce fait que M. Wilson ne se dirige pas vers l'Europe; seulement avec son rimeur officiel et le stakhanovisme que son régime vient d'inaugurer, c'est plutôt vers l'Europe marginale de l'Est qu'il se dirige.

« B » pour boeuf pour bière et pour British...

Il y encore l'opposition saine nationaliste. Le «*Evening News*», journal du soir de plus grand tirage dans le pays, vient de faire le 2 janvier un grand éclat de nationalisme à propos de cette « folie » qu'est la maladie

européiste du gouvernement. Dans un article signé par Colin Frame, le gouvernement est pris à partie au sujet de toutes les innovations qui, aux yeux de l'auteur, sont suspectes d'européisme. L'article commence par critiquer l'introduction de la mesuration du temps par 24 heures.

« Heureusement, dit l'auteur, nous n'avons pas encore adopté d'habitude des mâles à s'embrasser réciproquement sur les deux joues, donc il est encore temps pour revenir à la santé mentale dans cette vraie petite et étroite île. Et heureusement aussi qu'il y a des signes que beaucoup de Britanniques sont décidément opposés aux idées continentales, idées que nos grands sont en train de nous imposer ».

Et c'est au nom de cette opposition que la nation fait aux idées du continent, que l'auteur condamne l'adoption des centigrades, la circulation sur la droite envisagée en Angleterre dans un avenir pas très proche, la décimalisation de la livre et en somme, tout ce qui n'est pas traditionnellement britannique, c'est-à-dire, tout ce qui ne remonte pas aux pratiques des 18^e et 19^e siècles, le bon vieux temps de l'empire britannique anti-européen.

Il est presque superflu de mentionner que le nom du Président de la France n'est guère épargné et qu'entrer dans la Communauté, pour l'auteur, signifierait devenir européen. Il va de soi que c'est le Président de la France qui est la cause de tous les malheurs de nature européenne de l'Angleterre, car sans le président de la France, on n'aurait pas dévalué, on n'aurait pas de marasme économique et le gouvernement n'aurait pas essayé de plaire à la Communauté, mais y serait entré et aurait fait la loi. C'est la Communauté qui serait entrée dans le Commonwealth britannique.

Il faut néanmoins rendre justice à l'auteur lorsqu'il écrit: « Je considère que sans le vouloir, le cher général, nous a sauvés d'un destin pire que la mort par ce refus-là... ».

En conclusion, l'auteur demande aux Britanniques d'effacer le « e » de Concorde et d'introduire un « b » pour boeuf et bière et pour beauté et race d'élite (breeding) et pour bois de cerisier (briar-rose pour la pipe) et « Be British », écrit-il.

A l'heure où le gouvernement travailliste essaie encore de jouer la carte de la Communauté, une pareille explosion pourrait paraître déplacée surtout que ce gouvernement maintient qu'il a l'appui de la majorité du

peuple britannique. Seulement « Evening News », journal populaire du soir, est lu par beaucoup plus de lecteurs que tant d'autres journaux qui appuient la campagne soi-disant européenne du gouvernement. Il reflète le sentiment du peuple dans sa majorité. Les amis européens du gouvernement travailliste devraient se pencher sur ces opinions sincères et apprendre que l'aide qu'ils veulent apporter à M. Wilson n'est nullement appréciée par le peuple. Si ridicule qu'il paraisse, ce nationalisme enfantin de l'homme de la rue, si désuètes qu'elles soient ces idées de grandeur, elles sont partagées par la majorité du peuple et la campagne anti-française du gouvernement et de la presse n'ont pas été de nature à aider le gouvernement même dans ses desseins. Le nationalisme et l'insularisme britannique sont nourris du sentiment anti-européen en général et anti-français en particulier. Ils sont la méfiance du Britannique pour tout ce qui existe au delà de la Manche et en même temps le résultat de l'éducation que les Britanniques ont reçue pendant des siècles. Nul ne croit à l'heure actuelle à la valeur de l'Europe et si les Travaillistes essaient d'entrer dans la Communauté c'est uniquement dans l'espoir de sauver un programme en faillite et avec l'arrière pensée qu'un jour l'Angleterre finira par faire de la Communauté un Commonwealth socialiste.

Le nationalisme anti-européen en Grande-Bretagne pourra être regrettable, mais c'est une réalité beaucoup plus robuste qu'un nationalisme chauvin quelconque; il est l'expression d'une mentalité, d'un genre de vie et d'une optique différents de ceux de l'Europe. C'est une réalité avec laquelle on doit compter et qui commande collaboration avec l'Europe mais qui condamne toute tentative d'intégration.

Notes et statistiques

Le Syndicat des marins de la Marine Marchande britannique compte 62.000 membres, son comité exécutif compte 33 membres dont 15 sont communistes ou apparentés. On apprend du journal « Sun » du 4 janvier qu'aux élections récentes qui eurent lieu au sein de ce syndicat, seulement 3.000 membres ont voté. Le résultat fut l'élection de 5 communistes dans le Comité exécutif. L'apathie des marins favorise l'élection des communistes qui disposent ainsi des effectifs du syndicat pour des exploits comme la fameuse grève de 1966.

La bureaucratie

Le nombre total des fonctionnaires d'Etat, sans compter les P.T.T. et les industries nationalisées, s'est accru pendant les trois ans de gouvernement travailliste de 52.000 faisant ainsi un total de 467.000. Cette augmentation coûte au pays 115 millions de livres par an en plus et elle est due aux nouveaux ministères et aux nouvelles taxes créés par M. Wilson. Du journal « Daily Mail » du 4 janvier nous apprenons que le gouvernement travailliste a engagé 122 nouveaux officiers de presse et d'informations pour expliquer la politique du gouvernement et assurer sa propagande, au coût de 553.000 livres par an.

Les fonctionnaires d'Etat, sans compter les P.T.T. et le secteur nationalisé, coûtent à l'Angleterre 740 millions de livres par an.

La liaison spéciale avec les Etats-Unis

Le magazine « Time » de New-York nous informe que les compagnies américaines possèdent la moitié de toute l'industrie moderne britannique. De « Sunday Telegraph » du 7 janvier nous apprenons que 10% des biens de consommation et d'exportation en Angleterre sont produits par des compagnies américaines et que l'investissement direct américain dans ce domaine a augmenté dans les dix dernières années de 10% chaque an. Depuis 1950 la valeur de ces investissements a passé de 788 millions de dollars à plus de 6.000 millions en 1967. Le journal note que les dollars américains entrés en Angleterre proviennent de la vente des sûretés, actions et fonds et que de ce fait, comme le profit est transféré aux Etats-Unis, une saignée permanente de la balance de paiements britannique est inévitable dans les années à venir.

” Solliciter l'appui d'un membre contre un autre ”

Enfin, quelqu'un dans la Chambre des Lords vient de proclamer hautement la vérité du jour: le gouvernement travailliste essaie de diviser les membres du Marché Commun.

Lord Grantchester a accusé le gouvernement de « solliciter l'appui d'un membre contre un autre » afin de diviser les membres de la Communauté. Inutile d'ajouter que Lord Chalfont, le « négociateur qui aurait été », a nié catégoriquement cette accusation.

Depuis plus d'un an nous avons signalé le caractère duplicitaire de l'activité travailliste en Europe en montrant que le seul but du gouvernement britannique est de provoquer une désintégration de la Communauté. Par sa courageuse attitude, Lord Grantchester vient de nous montrer que les honnêtes hommes politiques britanniques sont eux aussi alarmés des intentions néfastes de la diplomatie des Travailleurs et qu'ils la condamnent sans hésiter.

M. Wilson et les Travailleurs sont déjà dans le passé...

Après trois ans de politique incompétente et d'administration ruineuse, le gouvernement de M. Wilson a perdu tout prestige dans le pays. Les Britanniques agissent comme s'il n'y avait pas de gouvernement du tout. Cette atmosphère de vacance de pouvoir peut être sentie partout: dans l'industrie où les grèves se succèdent sans même que la B.B.C. ou les journaux puissent en rendre compte, dans les services de l'administration aussi bien que dans la fièvre avec laquelle la nation essaie de dépenser ses dernières économies pour les placer dans quelque chose qui sera plus solide que la monnaie de l'avenir. L'hebdomadaire «Spectator» du 19 janvier commence son article de fond par cette triste constatation qui est en vérité l'expression du sentiment national:

On doit sérieusement douter que ce pays ait encore un gouvernement sauf dans le sens que plus d'une centaine d'hommes et de femmes plus ou moins aimables encaissent de gros salaires aux dépens des contribuables. Telle doit être la conclusion inévitable tirée des événements de la semaine dernière.

Rien n'a changé

On apprend de l'hebdomadaire «New Statesman» du 19 janvier que dans le grand magasin «Selfridges» à Londres on vend: la meilleure machine à laver la vaisselle: une machine américaine; le meilleur magné-

tophone: de fabrication japonaise; la meilleure tente pour camping: une tente française. Ceci seulement pour illustrer le genre de progrès que le gouvernement de M. Wilson a fait depuis la dévaluation.

Même par les rêves de grandeur...

Les Britanniques s'amuse à écrire des lettres aux journaux pour suggérer un gouvernement idéal qui sauverait la Grande-Bretagne de la situation actuelle. C'est un genre de jeu auquel les Anglais se plaisent surtout lorsqu'ils comprennent qu'ils se trouvent dans une situation sans issue ou lorsqu'ils ont perdu complètement la confiance dans leurs chefs. C'est ainsi qu'un lecteur suggère au Daily Telegraph du 23 janvier son gouvernement idéal. Le choix imaginaire des personnalités indique la préférence nostalgique pour une grandeur perdue à jamais amusante parce que la lettre est celle d'un Anglais moyen et qu'elle reflète un état d'esprit général. Nous donnons ici le Cabinet idéal: Un Premier Ministre qui croie à la nécessité de la présence britannique à l'est de Suez: M. Lee Kuan Yew; un Chancelier de l'Echiquier qui réforme la monnaie et organise une économie viable et prospère basée sur la libre entreprise: Dr. Ehrard; un Ministre des Affaires Etrangères qui fasse moins de gaffes et qui obéisse aux impératifs du passé: Sir Alec Douglas-Home; un ministre de la Défense qui ne pense qu'à la gloire militaire: le général M. Dayan; un ministre du Commonwealth qui croit encore à cette bannière fictive: Sir Robert Menzies; un ministre de l'Agriculture qui n'accepte pas de compromis avec le Marché Commun: M. Holyoake; et un ministre de l'Intérieur qui lâche du lest afin que rien ne soit changé dans le pays: Lord Butler. L'innocence est toujours éloquente!

A propos des mesures d'austérité...

On apprend du Daily Telegraph du 23 janvier que le Sous-Secrétaire d'Etat à la Défense pour la Marine a informé les Communes dans une réponse orale que le maintien et l'équipage du Yacht royal «Britannia» coûtent 9.000 livres par semaine, soit 468.000 livres par an, soit environ 51/2 millions francs.

LA PRESSE ET LE MARCHÉ COMMUN

Nous publions dans ce numéro la suite de l'intéressant article documentaire emprunté à l'EUROPE EN FORMATION (décembre 1967), et dû à Beniamino Olivi (voir « Bulletin Européen » du mois de janvier dernier). La suite dans notre prochain numéro.

PAYS-BAS

La structure de la presse quotidienne et périodique non spécialisée aux Pays-Bas reflète de façon très immédiate le pluralisme idéologique et religieux de la société néerlandaise, ainsi que l'esprit d'indépendance et le haut niveau culturel de la population. Le tirage total des quotidiens dépasse 3.500.000 par jour, soit 115 journaux pour 100 familles; la quasi-totalité est vendue par abonnement; le style est certainement le moins affecté par la recherche du « sensationnel »; soixante pour cent des journaux sont des organes d'opinion. Suivant une solide tradition d'ouverture vers l'extérieur, les nouvelles de politique internationale et d'information économique ont une large place dans la presse non spécialisée; du point de vue technique, la présentation et le commentaire des faits quotidiens sont au niveau de la meilleure presse anglo-saxonne.

Nous retrouvons également aux Pays-Bas, malgré l'exiguïté du territoire et la concentration relative de la population, un grand nombre de journaux régionaux à côté de certains journaux nationaux de tirage notable. En outre deux journaux économiques sont publiés quotidiennement, *Het Financieele Dagblad*, (Amsterdam) et *Handels en Transportkourant*, (Rotterdam). La presse périodique non spécialisée est relativement moins importante, encore qu'un grand nombre de petits hebdomadaires locaux (plus de 300) enrichissent ce panorama imposant.

Les traditions de la presse néerlandaise — liberté de discussion et richesse d'information cosmopolite — font qu'elle a toujours été particulièrement sensible aux événements de l'intégration européenne, extrêmement importante pour un pays comme les Pays-Bas dont l'économie dépend essentiellement de l'extérieur pour des motifs tant structurels que géographiques. On trouve, en effet, dans la presse néerlandaise une façon particulièrement vive d'interpréter les faits communautaires qui tend à politiser même l'information purement économique, ce qui pré-suppose évidemment un haut niveau de connaissance des faits.

On peut donc affirmer que la presse néerlandaise consacre une attention particulière à l'activité des institutions communautaires. Celle-ci est suivie par un important noyau de correspondants des grands journaux et de l'agence nationale de presse, ce qui contribue à rendre l'opinion publique néerlandaise particulièrement attentive à l'évolution politique et économique de la Communauté.

BELGIQUE

Le tirage global de la presse quotidienne belge atteint 2.500.000 exemplaires, avec 48 titres, dont 30 en langue française, 17 en langue flamande et 1 en langue allemande (avec une diffusion légèrement plus grande de la presse flamande).

Dans ce pays au degré élevé de politisation, la presse d'opinion est nettement prédominante, et la majeure partie des quotidiens reflète plus ou moins fidèlement les tendances politiques des grands partis traditionnels: catholique, socialiste et libéral. Un seul quotidien indépendant d'information, *le Soir* de Bruxelles, peut être considéré comme étranger à toute influence directe des partis politiques.

Beaucoup moins cosmopolite que la presse néerlandaise, la presse belge est nettement orientée vers la politique intérieure, orientation qui s'est accentuée après la fin de l'expérience coloniale. En ce qui concerne l'intérêt et le soin avec lesquels sont traités les événements de l'intégration européenne, il y a lieu de souligner que, malgré la localisation des principales institutions communautaires à Bruxelles, l'information européenne n'a pas une grande importance dans la majeure partie des journaux belges, à part certaines exceptions notables comme *le Soir*, *la Libre Belgique* et *le Peuple*. Les journalistes spécialisés en matière d'intégration européenne sont beaucoup moins nombreux que ce que l'on pourrait attendre, compte tenu des facilités d'accès aux sources d'information et du niveau culturel élevé du pays. La presse hebdomadaire belge donne également moins de place à l'activité com-

munautaire que la presse hebdomadaire néerlandaise.

LUXEMBOURG

Le plus petit pays de la Communauté européenne est proportionnellement le plus grand éditeur et lecteur de quotidiens. Si nous reprenons la comparaison déjà utilisée, le tirage quotidien par 1.000 habitants est de 445 exemplaires dans le Grand-Duché contre 100 en Italie. Mais le Luxembourgeois n'est pas seulement un lecteur de sa propre presse, il est également un grand consommateur de presse étrangère, française et allemande notamment.

Techniquement la presse luxembourgeoise supporte la comparaison avec la presse régionale des autres pays, surtout si l'on considère les difficultés résultant du bilinguisme et du tirage inévitablement restreint.

L'intérêt pour l'information communautaire est très élevé, étant donné notamment la localisation de la Communauté européenne du charbon et de l'acier à Luxembourg et l'habitude maintenant bien ancrée de consacrer une place et des commentaires aux événements de l'intégration européenne; cependant aucun journal luxembourgeois n'a de correspondant particulier à Bruxelles, et l'envoi de rédacteurs spécialisés est limité aux grandes occasions.

L'INFORMATION COMMUNAUTAIRE

La description comparative des comportements de la presse européenne à l'égard du phénomène de l'intégration économique ne peut être que schématique et sommaire, et les conclusions que nous tirons pourront sembler insuffisamment motivées (7). Nous voudrions, pour terminer, consacrer quelques observations au dispositif et aux instruments d'information mis en place par les institutions pour faire face à la demande croissante d'information.

L'activité d'information d'un centre de décision est régie et conditionnée par la structure qu'elle est appelée à servir, et surtout par la procédure de la *Policy making*, par le processus de formation de décision de cette structure. Ce n'est pas ici le lieu de décrire la structure institutionnelle de la Communauté; il suffira de rappeler que la dynamique institutionnelle communautaire se concentre dans le dialogue entre la commission et le conseil des ministres, l'une inter-

prête de l'intérêt commun et investie de la mission de proposer et de discuter, l'autre expression des intérêts des Etats et doté du pouvoir de décision.

Plus généralement, la Communauté est un ensemble institutionnel très complexe, elle est une création *sui generis*, intermédiaire entre les unions d'Etats traditionnelles et une structure fédérale. Elle est une nouvelle entité à laquelle les Etats membres ont délégué un certain nombre de pouvoirs dans les matières prévues par les traités. Il est vrai que d'autres organisations internationales sont dotées de pouvoirs délégués, mais la différence fondamentale entre celles-ci et la C.E.E. réside dans l'étendue des pouvoirs et dans l'importance des matières dans lesquelles les organes de la Communauté ont une faculté d'action indépendante de celle des Etats membres.

Le service de presse de la commission a été conçu et structuré pour agir conformément aux fins et aux modes d'action de l'institution. La commission, en raison de ses compétences, représente l'aile marchante de la Communauté. Par certains aspects elle est assimilable à un gouvernement tout en étant loin de posséder des pouvoirs comparables à ceux d'un exécutif national. Si l'on considère cette nature quasi gouvernementale, il est logique qu'elle soit quotidiennement et constamment en rapport avec les journalistes de la presse écrite, télévisée et radiophonique. Mais, en réalité, la commission n'est pas un gouvernement puisqu'elle se trouve en confrontation permanente avec le conseil et avec les Etats membres, et, par conséquent, ses relations avec la presse sont nécessairement conditionnées par ces rapports particuliers avec les autres institutions et avec les Etats membres, ce qui rend bien plus complexe l'activité de son service de presse. Pensons seulement au caractère délicat de l'information sur la genèse des propositions communautaires, qui peuvent heurter des intérêts sectoriels politiquement importants dans un ou plusieurs Etats membres, et à la difficulté découlant de la technicité souvent très grande de ses propositions, ainsi qu'à l'impossibilité de fournir une information quotidienne de niveau et de qualité constants.

(7) Pour être complète, la description devrait comprendre également la presse de certains pays tiers particulièrement intéressés et sensibles à l'intégration européenne, comme la Grande-Bretagne, la Suisse et les Etats-Unis, pays qui sont largement représentés à Bruxelles par des correspondants d'agences de presse et de journaux.

A travers l'Europe et le monde

minimum

Les « patentés »

Les Anglais ont toujours eu pour l'Italie un amour cérébral, poétique. Sous le couvert de l'art, ce pays leur permet d'aimer tout ce que leur style, leur raideur et leur puritanisme les condamne à réprouver: la fantaisie, la sensualité, la gaïté exubérante, le laisser aller... Que d'hypocrites rêveries a suscité dans les brouillards insulaires la morbide langueur des féminines déesses ou madones de Botticelli. Que de nostalgies malades la saleté rieuse et ensoufflée des gamins aux boucles brunes; que de gourmandes avidités les spaghetti ruisse-lants de sauce tomate. Amour coupable que le pécheur rachète par le mépris qu'il témoigne au vile instrument de Satan. Et qu'il déguise en célébrant l'art italien, le paysage italien tout en reniant l'humanité italienne. Laquelle, par bonheur, ne manque pas d'humour. Un aubergiste romain raconte volontiers qu'un client britannique en colère lui dit un jour «Vous êtes un voleur, comme tous les Italiens». A quoi le bonhomme répondit avec un sourire fort civil: «Les Anglais ne le sont pas moins: mais il est vrai qu'ils sont patentés!».

A la mémoire de Konrad Adenauer

La maison de feu le chancelier Konrad Adenauer sera consacrée à la mémoire du défunt. Une fondation a pris en charge l'habitation, le terrain, le jardin, le pavillon, les meubles, les souvenirs historiques et les nombreux documents, dont les héritiers d'Adenauer avaient fait don à l'Etat. Ce lieu commémoratif doit maintenir vivant le souve-

nir du grand homme d'Etat et artisan de l'Europe. La fondation administrera le legs. Le public aura accès à l'ensemble du domaine ainsi qu'aux archives.

Festival européen du folklore

Un festival européen de folklore, chansons et musique populaires aura lieu du 25 au 29 septembre à Essen. Cette manifestation doit être le pendant du « Monterey Pop Festival » américain.

Télécommunications par satellites

Afin d'établir, à l'avenir, des télécommunications plus rapides et plus sûres entre les forces armées alliées, sept pays ont mis sur pied le « programme TACSATCOM » (Tactical Satellite Communication), auquel sont associés la Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Italie, le Canada et les Etats-Unis.

Ceux-ci ont publié une convention gouvernementale au sujet de leur collaboration

dans le domaine des satellites de télécommunications tactiques. Le 1er juillet 1967 déjà, le premier satellite d'essai LES-5 fut lancé avec succès au Cap Kennedy. Celui-ci, qui mesure 1,70 m, pèse 100 kilos et a un diamètre de 1,30 m, est alimenté en énergie par des cellules solaires fixées sous forme de deux bandes sur le corps du satellite, qui capte les signaux en provenance de la terre pour les transmettre aux autres stations.

Cinq stations mobiles d'essai sont en service aux Etats-Unis; d'autres furent développés et construites par les autres pays participants. C'est ainsi que la contribution de la République fédérale se concrétise par deux stations au sol mobiles. L'apport de la Grande-Bretagne consiste en deux stations au sol mobiles, une station aériennes et une station navale. Les Pays Bas et le Canada participent chacun à raison d'une station au sol fixe, tandis que la Belgique et l'Italie prennent part aux essais avec deux stations au sol mobiles.

Un groupe de chercheurs d'un institut allemand de physique de haute fréquence coordonne les travaux de recherche effectués sur le continent européen par tous les pays membres de l'O.T.A.N.

bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PFILAVANT GINI
Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME

Tél. 671.260

ABONNEMENTS

Italie . . . Lires 2.000 | Etranger . Dollars 3,—
Abonn. d'Honneur 5.000 | Abonn. d'Honneur 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME
R O M E



M. Valéry Giscard d'Estaing dont les plans de stabilisation et de réformes monétaires en Europe sont pris en haute considération.

ont collaboré... Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGSDAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul CACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINULLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.
